

Où sont les programmes d'adaptation pour les hommes et les femmes qui risquent de perdre leur emploi à cause de cet accord? Où sont les programmes d'adaptation destinés à protéger les régions les moins capables de tirer parti de cet accord? La souveraineté du Canada est en jeu. D'après ce que nous avons vu jusqu'à présent, nous ne pouvons pas accepter une entente par laquelle nous vendons le pays.

Des voix: Bravo!

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, depuis le début de la Confédération jusqu'à nos jours, tous les premiers ministres canadiens, dans leur for intérieur ou publiquement, à l'occasion de débats sérieux concernant l'avenir de notre pays, se sont interrogés sur la nature du Canada et sur ceux à qui il devait appartenir.

Tout premier ministre canadien de quelque importance, de sir John A. Macdonald à Pierre Elliott Trudeau, sans oublier John Diefenbaker, ont compris que pour répondre à ces questions dans l'intérêt des Canadiens, il fallait absolument assurer au maximum la souveraineté économique de notre pays. Ils l'ont compris.

Chacun à sa manière a compris, John A. Macdonald le premier, que pour asseoir cette souveraineté sur laquelle nous pourrions bâtir le pays que nous souhaitons, il était absolument essentiel que le Parlement canadien se donne une législation rigoureuse dans tous les domaines et maintienne ce cadre législatif, sans quoi l'objectif fixé ne pourrait pas être atteint.

Après avoir pris connaissance des réactions américaines au projet d'accord—ce sont malheureusement les premières, encore une fois, qui aient été disponibles—ainsi que du résumé des documents que nous ont fournis jusqu'ici les autorités canadiennes, je suis à même de dire que, pour la première fois de notre histoire, le premier ministre (M. Mulroney) a accepté, sans qu'on le lui demande, que le Canada devienne le 51^e État américain.

Je m'explique. Avant les dernières élections, le premier ministre s'est dit opposé au libre-échange en raison, comme il le croyait alors, du poids économique relatif des deux pays en cause au sein du continent nord-américain. Au cours de la campagne électorale, il a déclaré, à Sherbrooke, au Québec, que nous aurions tort de conclure ce genre d'accord, car vraisemblablement, il pensait alors quelque peu à l'avenir à long terme de notre pays. Pourtant, au cours des dernières 48 heures, son gouvernement a conclu avec les États-Unis un accord, alors qu'il n'avait absolument pas le mandat voulu pour ce faire. A long terme, le Canada, pays indépendant capable d'établir ses propres priorités, souffrira énormément de cet accord. Je tiens à dire au premier ministre que s'il veut être honnête envers les Canadiens en l'occurrence, il déclencherà immédiatement des élections sur cette question.

● (1150)

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Les conservateurs rient alors qu'on assiste à la chute du Canada.

M. McDermid: Nous rions de vos inepties.

Déclarations de ministres

M. Broadbent: Monsieur le Président, je voudrais expliquer en détail les raisons qui justifient les affirmations que je viens tout juste de faire. La décision négative que le gouvernement a prise au cours du week-end n'est que l'aboutissement logique des trois dernières années, alors que les Canadiens sont de plus en plus témoins d'initiatives de ce genre de la part du gouvernement.

Tout juste après leur arrivée au pouvoir, les conservateurs se sont vantés de vouloir se débarrasser de l'Agence d'examen de l'investissement étranger, ce qu'ils ont fait.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Ils s'en félicitent encore.

M. McDermid: Vous avez prétendu alors que cette mesure entraînerait la suppression de 100 000 emplois.

M. Broadbent: Nos vis-à-vis ignorent que dans tous les autres pays industrialisés du monde moderne, on retrouve l'équivalent de cette agence. Par ignorance, ils s'en sont débarrassés et ils s'en vantent encore.

Depuis l'arrivée au pouvoir des conservateurs, on a assisté à plus de 2 000 prises de contrôle d'entreprises canadiennes par des entreprises américaines. Une fois de plus, les conservateurs, qui oublient l'héritage de Sir John A. Macdonald, jugent qu'il s'agit là d'un bon signe.

Mlle Carney: N'y a-t-il pas eu des investissements à Oshawa, Ed?

M. Broadbent: Leur première initiative au sujet de l'Agence d'examen de l'investissement étranger n'a été qu'un signe avant-coureur de ce qui allait suivre.

M. Mazankowski: Qu'en est-il d'Oshawa, Ed?

M. Broadbent: J'ai écouté votre premier ministre, monsieur le vice-premier ministre (M. Mazankowski), et vous aurez peut-être la courtoisie d'écouter ce qui se dit de ce côté-ci.

M. Clark (Yellowhead): Donnez-nous des précisions sur Oshawa, Ed.

M. Broadbent: Vous aurez l'occasion d'intervenir tout à l'heure. Le gouvernement a pratiquement fait disparaître toutes les dispositions accordant à nos sociétés une protection accrue contre les prises de contrôle par des entreprises américaines qui sont invariablement beaucoup plus importantes et qui peuvent compter sur des ressources financières supérieures. Depuis quelques années, aux États-Unis, de nombreuses entreprises sont victimes d'une prise de contrôle. On va maintenant assister à la même tendance au Canada.

Les conservateurs ont non seulement dit vouloir se débarrasser de l'Agence d'examen de l'investissement étranger et élargir tout l'éventail des investissements possibles, mais ils portent également le seuil à partir duquel les prises de contrôle font l'objet d'un examen à 150 millions de dollars, alors qu'auparavant, un examen était justifié pour toutes les entreprises ayant des actifs d'au moins 5 millions de dollars. On peut dire adieu à toutes les petites et moyennes entreprises canadiennes qui s'en sortent bien. Elles peuvent dorénavant faire l'objet de tentatives de prise de contrôle de la part de sociétés américaines.